

UNION GÉNÉRALE DES ENTREPRENEURS  
ALGÉRIENS DE SIKKDA

250 entreprises menacées  
de fermeture

*L'Union générale des entrepreneurs algériens, Fédération de Skikda, a renouvelé son bureau à l'issue d'une assemblée générale électorale tenue à Dar El-Moulalim le 14 mai 2009. L'opération de vote s'est soldée par l'élection de Brahim Assas, qui a remporté 41 voix contre 17 pour Babori Mohammed.*

Le nouveau bureau de l'exécutif, se basant sur un mémorandum élaboré le 26 mars, compte insuffler une nouvelle dynamique de concertation avec les pouvoirs publics dans le but de développer le secteur du BTPH. Les nombreuses entraves auxquelles sont confrontées les entreprises de réalisation locales sont autant de facteurs incitatifs à resserrer les rangs. La pénurie de sable et la flambée des prix du ciment sont les plus significatives. Dans une correspondance adressée au wali, il est fait référence à une revue à la hausse du premier produit, qui est passé de 1 500 à 2 200 DA le m³. Le même cas concerne le ciment, où le sac a atteint les 700 DA, alors qu'il coûtait, dans un passé récent, 230 DA. «De plus, il faut signaler l'indisponibilité de ce produit, qui est distribué d'une manière sélective. Sans parler des

entreprises étrangères qui ont leur quota, quelle que soit la situation ; quelques privilégiés locaux et nationaux versés dans la spéculation et la contrebande tirent également leur épingle du jeu», nous confie un groupe d'entrepreneurs. Ce cas a eu des répercussions, selon eux, sur la bonne santé financière de leurs entreprises. «250 sociétés pourraient mettre la clé sous le paillason et, par voie de conséquence, mettre à la porte près de 1500 employés», nous dira le président de l'UGEA. La dernière décision du directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière a mis de l'huile sur le feu. Il s'agit de l'avis paru, à deux reprises, dans la presse écrite, où il est exigé «à l'ensemble des entreprises réalisant des programmes d'habitat avec l'OPGI-Skikda de se conformer aux

instructions du maître d'ouvrage et des clauses contractuelles du marché, notamment en matière de clôture de l'enceinte, qui doit être obligatoirement en TN40. Cet avis tient lieu de rappel aux différentes instructions précédemment données dans le cadre de l'organisation matérielle des chantiers de réalisation». Une instruction qui a semé le doute dans l'esprit des entrepreneurs. «Normalement, on devrait être payé en contrepartie de l'installation des chantiers et de leur clôture, selon le code des marchés qui n'exige pas la matière avec laquelle on procède à la clôture de l'enceinte», note un des entrepreneurs rencontrés au siège de l'UGEA. Les rédacteurs du mémorandum mettent en exergue également les lenteurs bureaucratiques rencontrées dans leur contact avec les administrations locales, telles la DUC, la DLEP, l'OPGI, la DTP, l'hydraulique, le CTC et l'APC. Les entraves foncières ne sont pas en reste, une série de propositions visant, entre autres, à

redynamiser la formule de la promotion immobilière dans la wilaya, élément incontournable à la crise du logement, a été formulée. «Dans notre cas, l'UGEA recommande de recourir à l'entreprise locale, et invite les entreprises de la plateforme, CP1K, la Somik, RTE, la RTE et la GNL à les solliciter pour les travaux entrant dans leurs capacités de réalisation», explique-t-on Au président de la République, il lui est demandé des mesures saluaires.

Citons quelques-unes : l'amnistie fiscale pour les PME, la révision de certains articles du code des marchés publics, tels la suppression de la caution de bonne exécution et sa transformation en caution de garantie, soit 5% pour chaque situation des travaux, l'application du versement de l'avance forfaitaire de 15% au profit des titulaires des marchés et le règlement des créances impayées des entreprises qui dépassent les dizaines de milliards de cts. Gageons que la volonté de l'UGEA soit inscrite dans la durée, le secteur du BTPH n'est pas conjoncturel.

Zaid Zoheir

BLIDA

Les pépiniéristes de la région  
de Halouiya dans l'expectative

*La région de Halouiya, 15 km à l'est de Blida, est connue pour ses vergers aux multiples variétés de fruits, notamment les plants d'oliviers dont la réputation s'étend jusqu'aux pays voisins.* Cependant, les agriculteurs de ce riche terroir, spécialisés dans les plants d'arbres fruitiers, craignent la perte de leurs produits en raison de l'inexistence de marchés à même de les absorber, avec surtout la diminution de la demande qui a eu pour conséquence la baisse des prix des arbres fruitier sur le marché national. Cela est dû aussi par la faute, disent les agriculteurs déçus, d'une politique d'importation non étudiée qui a causé des pertes sensibles à l'agriculture de la région. Cet état de fait s'est répercuté

néativement sur leur moral et un grand nombre a fui, nous fait-on savoir, le métier pour changer carrément d'activité. Etant initialement la source de leurs revenus, les agriculteurs n'arrivent plus actuellement à subvenir à leurs besoins alors qu'ils fournissent des efforts considérables pour maintenir en vie les arbrisseaux, lesquels ne leur rapportent pas grand-chose. Pour l'exemple, un plant d'oranger est vendu, nous dit-on, à 50 DA au moment où le kilogramme d'oranges est cédé à 150 DA, sachant qu'un arbre peut donner jusqu'à 200 kg de fruits par saison et durant presque un siècle. Le cas pour l'olivier est pareil et l'on parle d'effets décourageants vis-à-vis des agriculteurs qui ne sont plus à même de

poursuivre cette culture du fait que les revenus de la vente d'oliviers restent très en deçà des dépenses engagées. Conséquences : quatre millions de jeunes plants d'oliviers sont menacés de disparition si aucune solution n'est trouvée dans l'immédiat par les autorités concernées, nous informent-ils.

En sus de cet affligeant résultat, les agriculteurs de Halouiya se plaignent de ne pas bénéficier du programme de soutien de l'Etat pour l'agriculture. De ce fait, ils ne savent plus s'ils continuent à faire de la résistance et persévérer dans ce métier ou bien troquer cette profession contre une activité commerciale qui rapporte nettement mieux.

M. B.

NON-APPLICATION DES RÉDUCTIONS DES BILLETS  
D'AVION À ORAN

Les étudiants du Sud protestent

*Une cinquantaine de jeunes étudiants (es), affiliés à la coordination de wilaya des étudiants du Sud, ont procédé dimanche dernier au blocage de l'entrée principale du siège de l'Office national des œuvres universitaires d'Oran situé au niveau du quartier de Saint Hubert.*

Selon les responsables de ce groupe de manifestants, cette action a été organisée pour dénoncer la non-application de l'accord interministériel signé récemment conjointement entre le ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le ministère de la Solidarité nationale et la société de transport aérien Air Algérie, comprenant des baisses exceptionnelles des tarifs des

billets d'avion à destination des différentes régions du sud de l'Algérie au profit des étudiants originaires des régions de Adrar, Tamanrasset, Tindouf et Illizi, et qui poursuivent leurs études dans les villes du nord du pays. Dans leur communiqué, ces derniers ont souligné que des promesses leur ont été auparavant faites par la tutelle pour régler leur problème après une

manifestation similaire organisée le 4 mai dernier, mais sans suite. «Nous avons encore une fois reçu d'autres promesses du même type, mais nous avons décidé de ne pas quitter les lieux, sous aucun motif, tant que nos revendications ne seront pas satisfaites», souligne le responsable du groupe contestataire.

B. A.

BACCALAURÉAT  
À SIDI-BEL-ABBÈS

Nette régression  
des candidats détenus

Dimanche dernier, 5 314 dont 3 820 du chef-lieu, toutes branches confondues, affrontent les épreuves au niveau des 28 centres d'examen dont un au niveau du pénitencier de Sidi-Bel-Abbès. Parmi les candidats, 2 131 concourront libres, 3 151 sont scolarisés et 32 détenus.

On notera que le nombre des détenus candidats au baccalauréat session 2009 est en nette régression par rapport à la session 2008 où l'on a enregistré 69 candidats.

Par contre, le nombre des candidats libres est en hausse par rapport à 2008 où 1 723 candidats seulement avaient concouru.

87 observateurs et 3 délégués par la DE superviseront le déroulement des épreuves à travers le territoire de la wilaya. Le technicum Zeddour-Mohamed-Brahim, dans le chef-lieu, abritera les corrections des épreuves et le lycée Azza- Abdelkader sera le centre où seront regroupées toutes les copies avant leur acheminement vers le centre de correction.

A. M.

SOUK-AHRAS

Rififi aux œuvres sociales  
de l'EPSP de Sedrata

La caisse des œuvres sociales de l'EPSP (Etablissement public de santé de proximité) de la daïra de Sedrata est secouée depuis quelques jours par une affaire financière.

Tout a commencé lorsque le président de la commission des œuvres sociales de cet établissement hospitalier a suspecté des retraits peu ordinaires du compte bancaire du fonds réservé aux employés.

Ce qui l'a contraint à bloquer ce compte par voie judiciaire et déposer une plainte en référé afin d'élucider le mystère qui entoure cette affaire. Selon nos sources, des investigations sont en cours et vont vraisemblablement lever le voile sur ces retraits.

Barour Yacine

TEBÉSSA

Découverte d'un charnier  
à El-Ma-Labiod

Samedi dernier, au cours d'une opération de dynamitage au niveau de la carrière d'El-Ma-Labiod, 30 km au sud du chef-lieu, il a été découvert un grand charnier avec un nombre indéterminé d'ossements humains.

Dépêchée sur place, la brigade de la Gendarmerie nationale a cerné le lieu pour déterminer l'origine de cette découverte macabre. A noter que selon des témoins oculaires, ce charnier date de l'ère coloniale.

Saâdallah Djamel

MASCARA

Installation des instances  
du Mouvement  
pour la prédication  
et le changement

Ce sont deux membres du bureau national du Mouvement pour la prédication et le changement qui ont procédé à l'installation des instances de wilaya de Mascara.

A la tête du bureau de wilaya du mouvement dissident du MSP, composé de 7 membres et du conseil consultatif, ont été désignés MM. Makhoul Bewadar (ex- député) et Tayeb Soltani (ex-cadre MSP). Dans le communiqué qui nous a été remis, ce sont quinze anciens militants, cadres et quatre élus au niveau des assemblées locales qui annoncent leur retrait du MSP et leur ralliement au Mouvement pour la prédication et le changement. M. Benamar Makhoul nous a annoncé d'autres adhésions dans les prochains jours.

M. Meddeber